

Etude sur l'intégration des entreprises chinoises dans des programmes d'appui à la GDF dans l'espace COMIFAC

Samuel Assembe-Mvondo & Emeric
Billard

3. Résultats: entreprises, UFAs et statuts (fin)

- République du Congo:
 - 8 entreprises à capitaux chinois identifiés; soit 6 groupes (3 MOFCOM);
 - 15 concessions: Soit près de 23% des forêts de production; 1 plan d'aménagement validé; 11 initiés; 3 sont encore dans une situation de non-conformité aux normes légales de GDF;
- République du Gabon:
 - 18 entreprises identifiées; soit 12 groupes (9 selon MOFCOM);
 - 22 concessions: soit près de 21% des forêts de production; 13 plans approuvés; 6 initiés; 3 dans une situation de non-conformité aux normes légales de GDF;

4. Analyse sommaire

- Opérateurs économiques chinois sont à distinguer en trois groupes: Groupe 1, opérateurs conformes à la loi; Groupe 2, ceux qui voudraient se conformer; Groupe 3, ceux qui sont dans une zone de non-conformité aux normes GDF.

Pistes de travail

- Les entreprises du Groupe 1 devraient poursuivre leurs efforts en sollicitant l'obtention d'un label certification avec l'appui du projet PPEFC-KFW;
- Les entreprises du Groupe 2 devraient solliciter les appuis des projets et programmes tels que le PAGEF, le GFTN du WWF, le projet OIBT/CEEAC, afin de s'arrimer aux standards de la GDF;
- La COMIFAC devrait vendre « l'objectif 2015 » des chefs d'Etat de l'Afrique centrale, auprès de la SFA ;
- La COMIFAC devrait suggérer à la SFA de mettre à la disposition des opérateurs chinois, des financements d'Exim- Bank pour soutenir leurs efforts vers la GDF;
- La COMIFAC, et les ministères des forêts devraient organiser une série d'ateliers de sensibilisation/formation des opérateurs économiques sur les normes de GDF et le FLEGT, avec l'appui de la GIZ;